

Le président tchadien, Idriss Déby Itno, et son nouveau Premier ministre, Pahimi Padacké Albert, ont formé un nouveau gouvernement, selon un décret publié dimanche soir sur la radio officielle.

La nouvelle équipe, restreinte en raison de la conjoncture économique, devra faire face à de nombreux défis.

Le nouveau gouvernement de Pahimi Padacké Albert (seizième nommé par le président Déby Itno, au pouvoir depuis 1990) compte vingt-deux ministres et deux secrétaires d'Etat, soit quatorze de moins par rapport à celui formé le 16 février 2016. Il intervient après le limogeage d'une demi-douzaine de ministres pour des raisons diverses, dont celui des deux derniers ministres des Finances (Mbogo Ngabo Séli et son successeur Christian Georges Diguimbaye).

L'entrée la plus remarquable est celle de l'ambassadeur Mahamat Zene Chérif aux Affaires étrangères. Le représentant du Tchad auprès de l'Union africaine, ex-chef de la Mission permanente auprès des Nations-Unies, remplace Brahim Hissein Taha. L'ancien ambassadeur de Tchad en France n'aura passé que dix mois à la tête de la diplomatie, ce qui semble insignifiant par rapport aux huit années de son prédécesseur Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine depuis janvier 2017.

L'ancien compagnon de lutte armée du président Idriss Déby Itno et ex-secrétaire général du Mouvement patriotique du salut (parti au pouvoir), Beyom Malo Adrien, signe aussi un retour retentissant au gouvernement. Il hérite du ministère très délicat de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, où le paléontologue Mackaye Hassan Taïso a réussi à se mettre à dos tant les enseignants que les étudiants.

Le désormais ex-secrétaire général de la présidence, Djimet Arabi, entame une première expérience gouvernementale. Le magistrat prend les rênes du ministère de la Justice qu'il connaît bien, en remplacement d'un autre juriste, Ahmat Mahamat Hassan. Sa principale priorité: calmer les tensions avec les magistrats, qui contestent la légitimité du Conseil supérieur de la magistrature actuelle.

L'ancien ministre de l'Economie, Aziz Mahamat Saleh, après une expérience de gouverneur (notamment de la région du Moyen-Chari, frontalière avec la République centrafricaine), hérite du ministère de la Santé publique. L'éphémère secrétaire général de la Primature (son dernier poste) remplace la pharmacienne Ngarmbatina Carmel Soukate, très proche de la Première dame Hinda Déby Itno.

Plusieurs autres personnalités sont également priées de prendre la porte. Le plus emblématique est Ahmat Mahamat Bachir, le quasi-inamovible ministre de la Sécurité publique qui s'est toujours illustré par l'interdiction systématique de toutes les manifestations hostiles, quoique pacifiques, au pouvoir. Le limogeage de celui que la presse locale a fini par affubler du surnom de "casseur de plumes" intervient alors que son pays vient d'être placé sur la liste noire des Etats-Unis des pays refusant de partager les informations dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il est remplacé par Ahamadaye Abdelkérime Bakhit, qui retrouve un poste qu'il connaît bien. En plus de la Sécurité publique, il aura également en charge l'Administration du territoire et la Gouvernance locale, au moment où le Tchad est engagé dans un vaste chantier de réformes institutionnelles.

L'économiste Nguéto Yambaye, après avoir mené la finalisation du Plan national de développement 2017-2021 et la conférence de mobilisation des fonds de Paris en septembre 2017, cède le ministère de l'Economie et de la Planification du développement à un jeune nouveau venu: Issa Doubragne.

Une vingtaine de ministres gardent leurs postes, dont le puissant ministre des Infrastructures et du Désenclavement, Adoum Younousmi, fidèle parmi les fidèles du président Déby Itno, qui se voit confier définitivement l'Aviation civile, dont il assurait l'intérim depuis le limogeage de Haoua Ahmat Açyl le 28 septembre 2017 à la suite de l'affaire de l'airbus A340. Asseid Gamar Sileck (Agriculture), Ahmat Khazali Açyl (Education nationale), Bichara Issa Djadallah (Défense nationale), Béchir Madet (Pétrole et Energie) et Sidick Abdelkérime Hagggar (Environnement, Eau et Pêche) conservent également leurs postes. C'est aussi le cas de la porte-parole du Gouvernement, Madeleine Alingué,

qui devra également gérer les Postes et les Nouvelles technologies de l'information, précédemment administrées par Mahamat Allahou Taher, affecté à la Fonction publique.

Le cinéaste Mahamat Saleh Haroun est maintenu à la tête d'un ministère du Tourisme et de Culture élargi à la Jeunesse, aux Sports et à l'Artisanat. L'un des grands bénéficiaires de ce remaniement est Abdoulaye Sabre Fadoul, confirmé ministre des Finances et du Budget, dont il assurait l'intérim depuis quelques semaines. Il cède le secrétariat général du Gouvernement, chargé des réformes et des relations avec l'Assemblée nationale, à Assia Abbo, une autre "revenante".

Côté genre, la nouvelle équipe gouvernementale compte cinq femmes; c'est l'une d'elles, Amina Kodjiyana, qui dirige le ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité nationale en lieu et place de Kade Ndilguem Elisabeth, rétrogradée secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères.

Les défis qui attendent la nouvelle équipe sont nombreux. Dans l'immédiat, elle devra notamment arriver à un accord avec le géant du négoce suisse Glencore sur le rééchelonnement de sa dette, apaiser les relations avec les Etats-Unis, et convaincre les bailleurs qui avaient promis 20 milliards de dollars américains à Paris de mettre la main à la poche. Car sur le plan financier, le Tchad est au bord du gouffre. La chute des cours du baril a plombé l'économie et les finances de ce pays, dont 70% des recettes provenaient du pétrole. Aujourd'hui, tout est pratiquement aux arrêts ou tourne au ralenti: écoles, hôpitaux, et même l'administration publique, en proie à des menaces de grèves de toutes parts.

Sur le plan politique, la nouvelle équipe aura la lourde tâche de mener à bien le processus de réformes institutionnelles, dont le rapport a été remis au chef du gouvernement le mois dernier. Un forum national est prévu entre janvier ou février 2018 pour entériner ces propositions. Il devra se tenir sans l'opposition qui le conteste, appelant plutôt à un dialogue inclusif.